RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 16279
Numéro SIREN : 899 551 584
Nom ou dénomination : ABBOUD

Ce dépôt a été enregistré le 16/08/2021 sous le numéro de dépôt 107264



2110737901

DATE DEPOT : 16/08/2021

NUMERO DE DEPOT : 2021R107264

N° GESTION : 2021B16279

N° SIREN : 899551584

DENOMINATION : ABBOUD

ADRESSE : 15 rue Rousselet 75007 Paris

DATE ACTE : 06/08/2021

TYPE ACTE : Décision(s) de l'associé unique

ABBOUD
Société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 1000 euros
Siège social : 15, rue Rousselet – 75007 Paris
899 551 584 RCS Paris

(La Société)

PROCES VERBAL DE DECISION UNILATERALE DE L'ASSOCIE UNIQUE N°1

Le vendredi 6 août 2021, à 18 heures,

Le Président de la Société, Michel Bou Abboud, a pris la décision, en sa qualité d'associé unique, de modifier les statuts de la Société.

A partir de cette date, les deux premiers paragraphes de l'article 2 des statuts, dédié à l'objet social de la Société, ont été supprimés et les trois paragraphes suivants ont été ajoutés :

- ⇨ Mise en relation sur internet de vendeurs et d'acheteurs, aux fins de vendre des produits, notamment d'épicerie fine, plats, boissons, art de la table, proposés par la Société sur son site internet, sous sa marque de distribution ou sa propre marque produits.
- ⇨ Toute action de communication, quelle qu'en soit la forme, pour compte propre, notamment dans le domaine des produits alimentaires, plats, boissons, proposés sur le site internet de la société.
- ⇨ La création, l'acquisition, l'exploitation, la gestion et la cession de tous procédés, brevets, marques, dessins, modèles et tout autre droit de propriété intellectuelle et industrielle pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à toutes activités similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son extension, son développement, son patrimoine social.

L'avant dernier paragraphe est complété par la précision que la participation de la Société, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, peut être « directe ou indirecte ».

Le dernier paragraphe est inchangé.

En conséquence, l'article 2 des statuts a été modifié comme suit :

« La société a pour objet en France et à l'étranger :

- ⇨ Mise en relation sur internet de vendeurs et d'acheteurs, aux fins de vendre des produits, notamment d'épicerie fine, plats, boissons, art de la table, proposés par la Société sur son site internet, sous sa marque de distribution ou sa propre marque produits.
- ⇨ Toute action de communication, quelle qu'en soit la forme, pour compte propre, notamment dans le domaine des produits alimentaires, plats, boissons, proposés sur le site internet de la société.
- ⇨ La création, l'acquisition, l'exploitation, la gestion et la cession de tous procédés, brevets, marques, dessins, modèles et tout autre droit de propriété intellectuelle et industrielle pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à toutes activités similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son extension, son développement, son patrimoine social.
- ⇨ La participation directe ou indirecte de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.
- ⇨ Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement ».

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Michel Bou Abboud
Président – Associé unique

Copie certifiée Conforme à l'originale
Paris, le 12 Août 2021
MICHEL Bou ABBOUD



2110737902

DATE DEPOT : 16/08/2021

NUMERO DE DEPOT : 2021R107264

N° GESTION : 2021B16279

N° SIREN : 899551584

DENOMINATION : ABBOUD

ADRESSE : 15 rue Rousselet 75007 Paris

DATE ACTE : 06/08/2021

TYPE ACTE : Statuts mis à jour

Copie certifiée Conforme à l'originale

Brie, le 12 Août 2021

Michel Bou ABBOUD

STATUTS

« ABBOUD »
Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de mille (1 000,00) euros
Siège social : 15 rue Rousselet, 75007 Paris

LE SOUSSIGNE :

Michel Bou Abboud, né le 25 février 1973 à Dekwaneh, Liban, de nationalité française, célibataire, demeurant 15 rue Rousselet, 75007 Paris
A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé de constituer.

TITRE 1 – FORME JURIDIQUE - OBJET SOCIAL DENOMINATION SOCIALE- SIEGE SOCIAL-DUREE

Article 1 – Forme juridique

Il est formé par l'associé unique, Michel Bou Abboud propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.
Elle ne peut faire appel public à l'épargne.

Article 2 – Objet social

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- Mise en relation sur Internet de vendeurs et d'acheteurs, aux fins de vendre des produits, notamment d'épicerie fine, plats, boissons, art de la table, proposés par la Société sur son site Internet, sous sa marque de distribution ou sa propre marque produits.

- Toute action de communication, quelle qu'en soit la forme, pour compte propre, notamment dans le domaine des produits alimentaires, plats, boissons, proposés sur le site Internet de la société.

- La création, l'acquisition, l'exploitation, la gestion et la cession de tous procédés, brevets, marques, dessins, modèles et tout autre droit de propriété intellectuelle et industrielle pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à toutes activités similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son extension, son développement, son patrimoine social.

- La participation directe ou indirecte de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Article 3 – Dénomination sociale

La dénomination sociale de la société est : **« ABBOUD »**.
Dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée unipersonnelle » ou des initiales « SASU » et de l'indication du montant du capital social.

MA

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé :

15 rue Rousselet
75007 Paris

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département, par simple décision de l'organe dirigeant, sous réserve de ratification par l'associé unique, et en tout autre lieu du territoire français métropolitain, par simple décision de l'associé unique.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.
Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par l'associé unique.

TITRE 2 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 6 - Apports
Au titre de la constitution de la société, l'associé unique, Michel Bou Abboud, apporte à la société :

6.1 Apport en numéraire
Le soussigné apporte en numéraire à la société la somme de mille (1 000,00) euros.
Ledit apport correspond à dix (10) actions de cent (100,00) euros chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées.
La somme de mille euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque : Société Générale, 166, avenue du Maine, 75014 Paris, en date du 5 mai 2021.

6.2 Récapitulatif des apports
Apport en numéraire : mille (1 000,00) euros
Total des apports formant le capital social : mille (1 000,00) euros

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de mille (1 000,00) euros.
Il est divisé en dix (10) actions de cent (100,00) euros chacune, numérotées de 1 à 10, attribuées à l'associé unique.
L'associé unique déclare que ces actions sont toutes souscrites et libérées intégralement.

Article 8 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique.
Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Article 9 - Comptes courants

L'associé unique et son Président peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ».
Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées par l'associé unique.

MA

TITRE 3 - ACTIONS

Article 10 - Forme des actions
Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom de l'associé unique sur un registre tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

Article 11 - Libération des actions
Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.
Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi.

Article 12 - Transmissions des actions
Les transmissions d'actions consenties par l'associé unique s'effectuent librement.
La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Article 13 - Location d'actions
La location des actions est interdite.

TITRE 4 - DIRECTION DE LA SOCIETE – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 14 - Président de la société

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la société.

14.1 Désignation
Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique qui fixe son éventuelle rémunération.
Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

14.2 Cessation des fonctions
Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée trois (3) mois avant la date de prise d'effet de cette décision.
L'associé unique peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée.
En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à six (6) mois, un président remplaçant est désigné par décision de l'actionnaire unique pour la durée du mandat restant à courir.

14.3 Pouvoirs
Le Président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique.
Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social.
Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 15 - Commissaires aux comptes

L'associé unique désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises.

MA

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si, il ou elle le juge opportun.

Article 16 - Conventions réglementées
Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et le Président-associé unique est mentionnée au registre des décisions de l'associé unique.
Lorsque le Président n'est pas associé, les conventions intervenues entre celui-ci, directement ou par personne interposée, et la société sont soumises à l'approbation de l'associé unique.
Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes.

Article 17 – Représentation sociale
Les délégués du Comité d'entreprise ou du Comité social et économique exercent les droits prévus aux articles L 2312-72 et L 2312-77 du Code du travail auprès du Président.
Le Comité d'entreprise ou le Comité social et économique doit être informé au préalable des décisions envisagées de l'associé unique.
Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise ou le Comité social et économique doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.
Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits.
Elles doivent être reçues au siège social dix (10) jours ouvrés au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les cinq (5) jours ouvrés de leur réception.

TITRE 5 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

Article 18 – Décisions de l'associé unique

18.1 Compétence de l'associé unique
L'associé unique est seul compétent pour :
- ⇨ Fixer les orientations générales de la société
- ⇨ Approuver les comptes annuels et affecter le résultat
- ⇨ Contrôler la gestion du Président
- ⇨ Nommer et révoquer le Président
- ⇨ Décider de l'instauration d'autres organes de direction et des modalités de leur fonctionnement
- ⇨ Nommer les Commissaires aux comptes
- ⇨ Approuver les conventions passées entre la société et des tiers
- ⇨ Décider des investissements et autres actes commerciaux dépassant la délégation du Président
- ⇨ Décider la transformation de la société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital
- ⇨ Modifier les statuts
- ⇨ Déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant
- ⇨ Dissoudre la société
- ⇨ Délibérer sur toutes questions portées à l'ordre du jour

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

18.2 Forme des décisions
Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

18.3 Information de l'associé unique non président
L'associé unique non président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

18.4 Droit de communication de l'associé unique non président
Le droit de communication de l'associé unique non président, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

MA

Article 19 – Convocation et information de l'associé unique

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information de l'associé unique lui sont communiqués par tous moyens, au moins huit (8) jours avant toute décision ou consultation.
Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, le Président est tenu de consulter l'associé unique sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

TITRE 6 – EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 20 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.
Par exception, le premier exercice social commence à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et sera clos le 31 décembre 2022.

Les opérations prévues à l'article 27 des présents statuts, seront rattachées au premier exercice social.

Article 21 - Comptes annuels

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Il établit également un rapport sur la gestion de la société pendant l'exercice écoulé.
L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la société en est dotée, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

Article 22 - Affectation et répartition des résultats

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.
Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.
L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE 7 - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 23 - Dissolution - Liquidation de la société

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision de l'associé unique.

La décision de l'associé unique qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique peut autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué à l'associé unique. Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique jusqu'à concurrence du montant de ses apports.

MA

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

TITRE 8 – CONTESTATION

Article 24 – Compétence juridictionnelle

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation entre l'associé unique et les représentants légaux de la société, seront jugés conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE 9 – CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Article 25 - Nomination du Président

Le premier Président de la société nommé aux termes des présents statuts, sans limitation de durée est : Monsieur Michel Bou Abboud, demeurant 15, rue Rousselet, 75007 Paris, né le 25 février 1973 à Dekwaneh, Liban, de nationalité française.
Lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Article 26 - État des actes accomplis pour le compte de la société en formation

L'associé unique a établi un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour la société. Cet état est annexé aux présents statuts.
L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés entraînera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

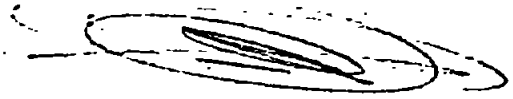
Article 27 – Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

Article 28 – Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés, et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Paris, le 6 août 2021



Monsieur Michel Bou Abboud

ANNEXE UNIQUE
ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

NATURE DE L'ACTE	DATE DE REALISATION	NATURE DES ENGAGEMENTS QUI EN RESULTENT POUR LA SOCIETE

Fait à Paris, le 6 août 2021

Monsieur Michel Bou Abboud